

## LÉGATION DE SUISSE

Stockholm

R.P.No.25.

Stockholm, le 17 mars 1944.

Confidentiel.

En circulation

20.3.44

P. G.

Monsieur le Conseiller fédéral,

Au moment où je vous expédiais hier le décevant télégramme qui est ce matin entre vos mains, il m'était confirmé au ministère qu'on y avait effectivement conservé confiance jusqu'il y a deux jours au sujet de la solution du conflit russo-finlandais. La décision d'avant-hier du parlement finlandais d'autoriser le gouvernement à rejeter les conditions russes a donc causé ici une profonde déception, qui se traduit même par quelque amertume à l'égard de ces Finlandais intraitables et obstinés manquant d'un certain sens des réalités dans leur fierté nationale.

C'est, en réalité, depuis novembre dernier que le gouvernement suédois sert en quelque manière d'intermédiaire entre Finlandais et Russes. J'ai l'impression qu'il n'a pas vu d'un très bon oeil l'arrivée ici, le mois dernier, du délégué finlandais Paasikivi, son gouvernement ayant cru devoir profiter de ses rapports antérieurs avec Mme Kollontay pour établir aussi un contact direct. Peut-être eût-il mieux valu, dit-on maintenant ici, que M. Paasikivi se rendît alors directement à Moscou, où il aurait été certain d'un bon accueil personnel de Stalin. Mais, à Stockholm, l'émissaire de Helsinki fut amené à poser l'une ou l'autre question ou donner telle réponse dont l'opportunité serait discutable. C'est ainsi qu'à la question ce que les Finlandais entendaient faire des cent et quelques mille soldats allemands sur leur territoire, Paasikivi répondit qu'on finirait bien par trouver un arrange-

Monsieur Pilet-Golaz, Conseiller fédéral,  
 Chef du Département politique,

B e r n e .



ment, pourvu que la Finlande retrouvât sa neutralité. C'est dans ces conditions que Moscou formula sa demande d'internement, conforme précisément au droit de neutralité.

Mais, au cours des échanges de vues qui viennent d'avoir lieu, les Russes n'insistèrent pas sur un internement proprement dit, se bornant à demander que les troupes allemandes fussent en quelque sorte confinées dans la région septentrionale où ils se trouvent, au nord d'une ligne à convenir. Les Finlandais n'auraient en aucun cas à passer à l'attaque de leurs précédents frères d'armes. Ceux-ci pourraient se retirer vers la Norvège, mais non pas à travers la Finlande vers la Baltique. Cependant, au cas où l'armée allemande de Finlande persisterait à ne pas évacuer son territoire, les Russes demeureraient libres de chercher à les en chasser. Et pour l'heure, il semble bien que l'Allemagne ne se montre guère disposée à débarrasser de ses troupes la Finlande, de sorte que, tôt ou tard, la lutte risquait ou risquera de reprendre dans ces parages. De toute manière, cela ne paraît pas prochain, les Russes n'y disposant pas actuellement des forces voulues. Cette question spéciale et préliminaire ne se présentait donc pas dans des conditions favorables à un arrangement.

En ce qui concerne le problème capital des frontières, la Russie maintient le principe de l'application du traité de paix de 1940, qui lui attribue notamment la région de Vipuri. Il m'est confirmé qu'en revanche, Moscou ne se refusait pas à renoncer aux droits découlant du traité sur la presqu'île de Hangö, à compenser par quelque autre concession, vraisemblablement à chercher dans le territoire de Petsamo, avec ses mines de nickel, dont la valeur pour la Finlande demeure plus apparente que réelle.

Il est évidemment difficile et hasardeux de prédire ce qui va se passer maintenant. Hier soir, il m'était déclaré que le gouvernement suédois allait, malgré son attente déçue, faire tout ce qui dépend de lui pour que les fils ne fussent pas rompus. Ce matin, il est précisé publiquement que le Roi lui-même s'est joint à son gouvernement pour faire connaître leur manière de voir aux "instances compétentes" finlandaises. Chacun présume que dans cette appellation se trouve compris le maréchal Mannerheim, en sa qualité de chef de l'armée. On passe donc, sinon par-dessus, aussi à côté des instances constitutionnelles, et on en saisit mieux la portée quand on admet, comme je crois le savoir, qu'ici on saluerait un changement de gouvernement à Helsinki. Il est reproché, entre autres, aux dirigeants actuels d'avoir insuffisamment renseigné et éclairé le peuple, ce qui eût été d'autant plus nécessaire que nombre de militaires s'illusionneraient encore sur la possibilité de succès allemands, qui sont considérés ici comme exclus. L'évolution dans le sens des vœux suédois serait facilitée si les Russes réussissaient à prendre Narva et atteindre Reval. Ici, on eût certainement souhaité que ce fût déjà fait en raison de l'effet favorable qu'on pouvait en attendre sur la pénible négociation en cours.

Mon télégramme d'hier insistait déjà sur la préoccupation suédoise que Moscou pût modifier ses conditions dans le sens d'une aggravation. En parlant du maintien des conditions russes, il faut les entendre, cela va de soi, à la lumière des interprétations, éclaircissements et apaisements donnés au cours des derniers pourparlers.

La pression exercée par les Anglo-Américains sur l'Irlande est suivie avec attention par le milieu officiel suédois, moins à cause des questions contraversées qu'en raison de l'at-

titude et des méthodes adoptées à l'endroit d'un neutre. On n'en présage rien de bon pour les neutres en général et on ne cache guère, du moins vis-à-vis de moi, la très sérieuse préoccupation de ce qu'un proche avenir peut nous réserver encore, aux uns et aux autres.

Pour ce qui est du jeu à part entre Moscou et Badoglio, on y voit ici deux choses: l'une, à certain égard regrettable, le manque d'entente, persistant ou circulaire, entre les grandes puissances "unies", l'autre, plutôt réjouissante, une nouvelle leçon de réalisme donnée par les Bolchévistes aux "démocrates" occidentaux, embourbés dans des idées et formules fixes.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

